

2025/2026

Les grands enjeux de la réunification normande : il y a dix ans... et aujourd'hui (2016 -2026)

Commençons notre propos par un tour d'horizon de l'actualité normande en cette fin d'année 2025 sur fond d'une crise politique majeure avec cette **panne inédite et historique du moteur parlementaire de la 5ème République** en raison du choix hasardeux de la dissolution de juin 2024 :

1°Actualités normandes en cette fin d'année 2025 : l'idée régionale, un recours dans une crise politique qui s'annonce majeure ?

- **Vote du budget de la Région Normandie, lundi 15 décembre 2025** dans un contexte d'effondrement des finances publiques et de l'action de l'état régalien central jacobin et de blocage bureaucratique du fameux « mille feuilles territorial » (cf. récentes déclarations d'**Hervé Morin** dans Paris-Normandie du 13/12/25)

- **Les éleveurs laitiers normands sont actuellement dans l'angoisse** face à la crise sanitaire de l'épizootie de la dermatose bovine avec une administration du ministère de l'Agriculture qui n'a peut-être pas assez anticipé le programme de vaccination nécessaire tout en privilégiant l'application brutale et générale du principe de précaution par « dépeuplement » des troupeaux...

- **L'idée régionale revient dans le débat public comme une solution face à la crise majeur du régime politique de la 5ème République Française:**

Sébastien Lecornu plaide pour une refonte de la décentralisation avec une clarification de la répartition des compétences entre l'État central et les collectivités territoriales.

Jean-Louis Borloo a évoqué une réforme de la République Française en assumant un fédéralisme provincial sur le principe de la **subsidiarité** (cf. Saint Thomas d'Aquin).

Jordan Bardella a évoqué, sans la développer davantage, l'idée de reprendre la réforme jadis proposée par Nicolas Sarkozy du **conseiller territorial unique** pour fusionner, de fait, les conseils départements dans les conseils régionaux : on sent que le RN héritier d'un logiciel national hyper jacobin commence enfin à réfléchir aux réalités régionales décentralisées... Mieux vaut tard que jamais !

L'écrivain **Alexandre Jardin** (que nous avons invité ici en 2017 dans notre séminaire) avec son mouvement « Les Gueux » lutte contre l'absurdité d'un état central jacobin déconnecté : le coût de l'électricité, les ZFE, les **conséquences de l'accord avec le Mercosur sur la partie la plus fragile de l'agriculture française** (élevage bovin et laitier), la fin du moteur thermique en Europe en 2035. Le problème ? Des élites lointaines bureaucratiques et idéologiques, une classe politique nationale déconnectées des réalités de terrain.

Michel Onfray dans sa revue « Front populaire » a encore rappelé son attachement à la **base territoriale démocratique et populaire de la commune**, au maire et à la clause de compétence générale face au développement artificiel et bureaucratique des intercommunalités.

Des maires et des présidents de département ou de région qui ne décolèrent pas sur fond de réduction drastique de la DGF par un état central aussi incompetent qu'impécunieux:

Hervé Morin ou **David Lisnard** le maire de Cannes président de l'Association des Maires de France souhaitent la démission d'Emmanuel Macron, dénoncent l'inefficacité de l'état central régalien (crise de l'insécurité), des doublons inutiles entre les administrations de l'État en régions et les administrations des collectivités territoriales, l'inflation normative délirante des codes et des règlements imposée par les transpositions européennes et appliquée par des magistrats vétilleux (jurisprudence du conseil d'État) sous la pression d'un militantisme procédurier.

Exemple : le coup de gueule de **Serge Grouard**, le maire d'Orléans, très remarqué après la fermeture de l'usine Brandt.

Le bilan des années Macron ? Un délire « *Saint simonien* » pro-européen, néo-jacobin inefficace d'un « *et en même temps* » tenté par l'autoritarisme... Avec, de fait, une déconstruction du rapport au réel dans une négation de l'espace national français au profit d'un rêve de construction d'un état fédéral européen hyper normatif et autoritaire, mais avec aussi, très concrètement : des préfets qui ne sortent plus de la préfectorale, des parlementaires nationaux qui ne peuvent plus cumuler avec un mandat local, des administrations centrales de l'État qui n'en font qu'à leur tête avec des lois de simplification administrative qui, paradoxalement, compliquent les choses (ex : la loi dite « 3D » votée en 2022, pour « *déconcentration, décentralisation et différenciation* ».)

Dans ce tableau général du désastre avec une guerre qui perdure à nos portes orientales, **le recours aux authenticités et aux efficacités locales** arrimées au plancher des vaches de la réalité est perçu comme une consolation sinon comme la solution pour régénérer par la base territoriale, populaire et démocratique, un système politique qui a perdu la tête.

Des sondages récents (ex : La Tribune 3 novembre 2025, sondage pour l'association des régions de France) donnent des chiffres impressionnants :

Deux Français sur trois (64 %) souhaitent « que le système politique français évolue vers un fédéralisme régional où chaque région pourrait créer ses propres lois dans certains domaines ».

En Normandie, le sentiment d'attachement à la région (fierté régionale) grimpe à 80 % : l'évidence normande est plébiscitée. La Normandie est la 3ème région française pour la fierté régionale après la Bretagne et la Provence...

L'exécutif régional normand présidé par **Hervé Morin** depuis dix ans est conscient que ce capital de confiance et de positivité est précieux pour les représentations collectives de la société civile : la Normandie est perçue comme l'un des rares sinon le seul objet politique ou projet collectif totalement positif ou presque pour le présent et l'avenir.

Et pour célébrer en 2026, les dix ans de la réunification normande, un site internet a été ouvert par la région pour recueillir les impressions, avis et idées des Normands pour mettre en valeur l'évidence normande.

2° Il y a dix ans, le passif de la division régionale normande, depuis 1960 :

- Un schéma d'aménagement du territorial de l'État central parisien quasi colonial :

la tentation d'aménager en priorité la vallée de la Seine branchée sur la proximité tentaculaire de la région parisienne, première mégapole du continent européen au détriment du reste du territoire

régional normand. C'est une vision « **corridorienn**e » ou « **interstitielle** » : Rouen absente du cha-pelet des métropoles régionales d'équilibre car trop près de Paris.

Rappel du Schéma d'Aménagement et de Développement de la Basse Seine, **Plan Delouvrier** et plus récemment du **Plan Grumbach -Attali-Rufenacht** « Seine Métropole ».

- **A partir des années 1980 : un sous-investissement chronique de l'État central via les contrats de plan « état-région » en partie compensé dans les années 2000 par les fonds européens régionaux.**

Avec pour conséquence : un aménagement du territoire normand qui reste inachevé, au risque d'une **profonde fracture territoriale** entre la Normandie urbaine et littorale branchée sur la vallée de la Seine et la Normandie des arrière-pays ruraux avec « **zones blanches numériques** » et « **déserts médicaux ou commerciaux** » dans les bocages de l'Orne, de l'Avranchin, des Pays d'Ouche et de Bray, pensé non pas pour la Normandie mais réalisé en rapport avec l'attractivité des métropoles régionales voisines ou de Paris en ce qui concerne les infrastructures fondamentales : une A13 d'abord conçue sur l'axe Paris-Deauville, une autoroute gratuite A84 pour aller à Rennes, pas de réseau régional cohérent de voies rapides à 2x2 voies gratuites, les grands franchissements de la Seine (tous payants), contournement des grandes agglomérations urbaines, vieillissement des infrastructures ferroviaires avec un réseau ferré de plus en plus inadapté et saturé sur les grandes lignes vers Paris.

-Un aménagement énergétique électro-nucléaire imposé par l'Etat et accepté par la Normandie sur le littoral de la région depuis les années 1970 et qui aujourd'hui peut être perçu comme un atout d'attractivité territoriale pour accueillir des grands investissements industriels (ex : Data centers)

- Des solutions techniques inadaptées au problème ferroviaire normand : échec de la LRNV dans les années 1990 et aujourd'hui une LNPN en rodage depuis 2009 /2011 (grand débat public).

- Et du côté des grands ports maritimes de l'État en Normandie (Le Havre et Rouen) : des concurrences stériles, une instabilité sociale (grèves) et un aménagement logistique de l'hinterland proche peu efficace pour lutter contre la concurrence des autres grands ports maritimes européens.

- Mais aussi : un sous équipement du territoire normand en terme de commandement des entreprises (peu de sièges sociaux à Caen, Rouen ou Le Havre), une dépendance de la Normandie coupée en deux vis-à-vis de directions publiques ou privées établies à Paris, Lille, Nantes ou Rennes (ex : les banques). Un retard dans le niveau de formation et de diplômes : 1960 -1980, la Normandie grande région industrielle de type taylorienne offrant avec facilité beaucoup d'emplois n'a pas fait la révolution du diplôme comme dans le reste du Grand ouest français. Caen, la ville universitaire normande programmée dans les années 1970 pour être la Grenoble de l'Ouest n'a pas été développée suffisamment pour atteindre cet objectif ambitieux (Michel d'Ornano / GANIL années 1980) En conséquence : retard normand dans la formation supérieure, la recherche scientifique fondamentale ou la recherche développement.

-**Conséquence : fuite des jeunes cerveaux normands (5 à 6000 jeunes post-bac par an)**

- Ce passif en terme de niveau et de qualité d'équipement et d'aménagement du territoire régional normand s'explique aussi et surtout par une absence quasi totale de vision d'ensemble d'un espace régional cohérent à partir duquel penser et défendre un intérêt général normand commun : la division institutionnelle régionale a entraîné une régression de la vision politique des élus locaux normands

dans le localisme avec un déplorable esprit « clochemerle » : Caen vs Rouen / Rouen vs Le Havre / Orne et Manche vs conseil régional BN/Caen / Eure vs conseil régional HN/Rouen.

- **Conséquence : les élus normands sont d'abord des élus locaux et n'ont pas la culture politique du « chasser en meute ».** La Normandie subit et n'est agi que depuis l'extérieur. Les députés/sénateurs-maires normands jouent de leurs réseaux parisiens pour obtenir des avantages et projets pour leurs villes avec la stratégie du « *cul de plomb* » dans le bureau parisien du ministre (Lecanuet) mais il n'y a aucune cohérence d'ensemble.

- Parce qu'il n'y a pas de reflet médiatique régional normand : le miroir est brisé et il le demeure d'ailleurs... (Ouest-France / Paris-Normandie / FR3 Caen / FR3 Rouen) Du côté de l'INSEE : on avait alors deux tableaux de bord BN/HN qui s'ignoraient réciproquement...

- **Conséquence : une image régionale floue, peu maîtrisée avec des représentations subies et un problème d'attractivité territoriale alors que le nom de « Normandie » possède une réputation prestigieuse mondiale** (quel paradoxe !)

- En raison de ces faiblesses structurelles, institutionnelles et politiques, la Normandie subit dans les années 1985 - 2004 une grave crise économique de désindustrialisation d'où un début de prise de conscience au courant des années 2000 -2010 et l'entrée progressive de l'idée de la réunification normande dans le débat public local qui devient enfin un débat public régional normand notamment en Basse-Normandie.

Fin des années 1990/2000, les consciences normandes s'éveillent notamment en Basse-Normandie. Quelques exemples :

- Prise de conscience à Caen avec la belle figure du préfet Rémy Pautrat (années 2000) qui initie les élus locaux et les chefs d'entreprises aux nécessités et méthodes de l'intelligence économique territoriale.
- Prise de conscience de la puissance d'évocation de la Normandie à l'occasion du projet du rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel (années 1990)
- Inauguration du Pont de Normandie en 1995.
- Recréation par l'Eglise Catholique de la province ecclésiastique de Rouen (2003)
- Débat sur la réunification normande à l'occasion des élections régionales de 2004 avec la défaite du diviseur René Garrec.
- Création en 2008 de la Caisse d'Epargne de Normandie
- Création dans les années 1990 d'un Pôle Universitaire Normand (PUN) entre Caen/Rouen et Le Havre avec écoles doctorales intégrées et un réseau d'IUT dans les villes bas-normandes.
- Commande en 2006 d'un rapport sur les avantages et inconvénients d'une fusion régionale normande (rapport EDATER)
- Colloque des communicants normands à Deauville (2006) qui pose le constat d'une image normande perturbée par la division régionale.
- Création des piques-niques conviviaux du Normandy Day (6 juin) par Luc Couillard (2000)
- Création d'un collectif de géographes universitaires normands pour argumenter en faveur de l'unité régionale (2010)
- Création d'une « fête des Normands » en 2013 fixée à la date de la Saint Michel (29 septembre)
- Création de l'association « Normandie Welcome » à Caen (2015) par Astrid Froidure pour animer l'attractivité entrepreneuriale de la Normandie.
- Débat public de l'hiver 2011 sur la LNPN avec un vrai débat régional sur l'aménagement de la Normandie
- Célébration du 11ème centenaire de la Normandie dans toute la Normandie avec le financement de la seule région de Basse-Normandie (refus d'Alain LeVern président de la région Haute-Normandie)

Bref ! Beaucoup d'initiatives pro-actives normandes sont prises par la société civile régionale notamment en Basse-Normandie ce qui va poser un problème de méthode ou de conscience lors de l'avènement du nouvel exécutif régional normand en 2016 quand il s'agira de reprendre à son compte ces initiatives pour en faire des politiques publiques officielles...

3° EN POSITIF depuis 2016 et la réunification, les léopards repartent à l'action :

D'abord réparer et rattraper puis normandiser en assumant une renaissance de la fierté régionale normande.

L'action résolument normande de l'exécutif régional Morin

- **La priorité : créer « un bouclier social » pour les Normands par le maintien et le développement des emplois normands.** Mise en œuvre d'une politique intégrée d'intelligence économique territoriale avec agence et outils juridiques et financiers dédiés et spécialisés sous la responsabilité de Sophie Gaugain 1ère vice-présidence. Dispositif ARME pour sécuriser le capital des entreprises normandes. Mise en place d'un réseau des entreprises normandes ayant un savoir-faire patrimonial ou stratégique pour l'intérêt national.

- **Avec la réunification de l'INSEE normande :** on a enfin un tableau de bord régional qui ouvre les consciences des décideurs et des acteurs de la société civile normande

- **Le déblocage de l'urgence ferroviaire normande** ici et maintenant sans attendre la LNPN des calendes grecques : achat des rames Régiolis et plan d'investissement dans le réseau ferré régional, rapatriement en Normandie de la maintenance du matériel roulant normand

- **La Région Normandie avec la gestion pleine et entière des fonds européens devient le 1^{er} donneur d'ordre et de financement public en Normandie avant l'État central.**

-Un remaillage territorial serré de la **solidarité de finances et de projets par contractualisation entre la Région et le réseau des intercommunalités.**

- L'État agit cependant en accélérant l'intégration portuaire de la vallée de la Seine : **HAROPA (2022)**

- **Rattrapage pour la jeunesse normande en terme de formation supérieure :** Promesse en cours de réalisation d'Hervé Morin d'ouvrir une formation supérieure par an en Normandie (écoles d'ingénieurs, facultés dentaires, kiné...)

- **Création du FENO, d'un réseau des ambassadeurs normands**

- **Politique publique qui reste *a minima* sur la langue régionale** (culture régionale normande vs culture subventionnée en région) en partie à cause de la mauvaise volonté de l'Education Nationale

-**Création d'un réseau d'acteurs pour valoriser la Normandie médiévale**

-**Création du Forum mondial « Normandie pour la Paix » à l'occasion des commémorations du 6 juin 1944.**

-**Création d'un partenariat culturel et économique avec les îles anglo-normandes (avec un sommet annuel en septembre)**

-**A terme : création d'un réseau européen des amitiés normandes à l'occasion du Millénaire 2027**

-**Un agenda ambitieux de promotion de l'identité de la marque territoriale normande avec le Millénaire normand européen de 2027**

– **La renaissance d'une fierté régionale normande assumée...**

4°EN NEGATIF depuis 2016 : des serpents de mer qui sont toujours là...

- La question ferroviaire normande est toujours pendante : les soubresauts du projet de LNPN**

Lutter contre l'enterrement du projet, le retournement de Valérie Pécresse dans le casse-tête du Vexin français, renouveler l'argumentaire pour défendre l'intérêt général national du projet : la question de l'attractivité logistique du port du Havre ; le retour dans le jeu du scénario C et d'un franchissement ferroviaire sous-fluvial par caissons immergés dans l'estuaire de la Seine entre Le Havre et Honfleur.

- Le réseau routier rapide normand demeure inachevé :**

Le contournement Est de Rouen ; les accès à Cherbourg (RN13) la diagonale du bocage normand (Saint-Lô/Vire/Flers/Argentan) ; la Nationale 12 ; l'axe Rouen-Beauvais- Reims ; l'axe autoroutier Rouen-Orléans) « route du blé »...

- La Normandie médiatique n'est toujours pas réunifiée :**

Echec en 2020 de la reprise de Paris-Normandie par le groupe multimédias indépendant 100% normand «Leclerc/ Tendance Ouest »

Ouest-France et Paris-Normandie peinent à jouer le jeu de la « grande » Normandie. Service public minimum normand du côté de FR3. Heureusement, l'arrivée de BFMTV Normandie réchauffe un peu ce triste paysage congelé...

- L'effet doublon entre la Région et l'Etat en région :**

Les compétences entre la Région et l'Etat s'entrecroisent avec un effet doublon dans le domaine de la Culture (DRAC et Inventaire régional), l'aide au développement et entreprises, l'apprentissage, la formation, les transports (SNCF). Face à la défaillance de l'Etat, la Région intervient (ex : université, recherche enseignement supérieur, agriculture, pêche...) . Le SGAR n'a plus guère d'utilité... Et la CTAP (Conférence Territoriale de l'Action Publique) n'est guère réunie.

- Le CESER (Conseil Economique Social Environnemental Régional) :**

Représente sur une base qui n'est pas démocratique (le préfet de région y nomme ceux qu'on lui recommande) la « société civile régionale organisée » mais il peine à identifier dans ses travaux ce qui est spécifiquement normand faute d'admettre en son sein les associations ou entreprises qui ont la Normandie comme raison sociale. L'exécutif régional Morin l'ignore superbement alors que certaines études produites en auto-césine sont intéressants à consulter.

- La méfiance localiste des conseils départementaux vis-à-vis d'un « chef de filat » du conseil régional tandis que l'indifférence succède au clochemerle Caen/Rouen/Le Havre**

C'est là l'un des problèmes normands post-réunification les plus graves : le moteur métropolitain d'une tripolitaine normande Caen-Rouen-Le Havre appuyant l'action du conseil régional n'a jamais fonctionné si tant est qu'il existe... **Les grands élus maires du Havre et de Rouen ont un agenda national qui est tout sauf normand.** Le maire et président de l'agglo de Caen soutient, en revanche l'action régionale de l'exécutif Morin. La méfiance entretenue à l'endroit de l'exécutif régional par certains présidents de département (Jean-Léonce Dupont, le patron du Calvados ou Alain Lambert

ex-président de l'Orne) empêche de concevoir une dynamique plus forte pour défendre les intérêts de la Normandie et des Normands à Paris ou à Bruxelles.

– Rouen est une métropole régionale sur le papier :

Pour des raisons culturelles, institutionnelles et idéologiques, les élites politiques et économiques de Rouen n'ont toujours pas compris l'atout territorial de la Normandie pour développer une dynamique de métropole régionale : la proximité avec Paris n'explique pas tout...

– Toujours pas de lobby normand...

Que cela soit dans les palais parisiens du Parlement, à la tête de nos grandes villes normandes, ou des cinq départements de la région, la classe politique normande n'existe pas, il n'y a pas de lobby politique normand et si d'aventure il y en a un on n'y trouvera qu'une seule personne : Hervé Morin !

– Le dynamisme démographique de la Normandie n'a pas été stimulé par la réunification de 2016 :

En 2018, pour la première fois, plus de décès en Normandie que de naissances. Inquiétudes pour l'avenir des écoles dans la région. Cependant, l'attractivité démographique de la Normandie s'est réveillée depuis la réunification mais c'est pour accueillir des jeunes... Retraités ou des actifs fuyant la région parisienne.

L'un des enjeux urgents de l'avenir sera d'engager clairement et fermement cette bataille de l'attractivité résidentielle, estudiantine, professionnelle avec des politiques publiques et de communication concertées de moyen et long termes. Franchement on n'y est pas car chacun joue encore dans son coin dans une logique de « co-concurrence » entre collectivités territoriales normandes...

– Le décrochage du département de l'Orne :

Pendant ce temps-là avec moins de 280 000 habitants, l'Orne décroche. Alençon ne joue pas son rôle de porte Sud de la Normandie et le département semble écartelé entre l'Ouest bocain (Flers, Domfront, Tinchebray) et l'Est déjà satellisé par Paris pour la mise au vert du week-end. Il faudra donc un partenariat spécifique et renforcé entre le conseil départemental de l'Orne et la région Normandie : des réflexions sont actuellement en cours...

CONCLUSION :

Au présent : Un volontarisme normand et une action régionale contrariés par la crise de l'Etat central. Une crise qui est liée aussi à celle des grandes métropoles mondialisées avec des élites intellectuelles, politiques ou culturelles « déconnectées »...

Dans l'avenir : une opportunité de reconstruction et de refondation du pays à partir de sa base territoriale provinciale avec du foncier disponible, de l'énergie abondante (ex : électricité nucléaire) et des solidarités humaines préservées et authentiques.

La Normandie millénaire n'a donc pas encore dit son dernier mot !